

## Fiche technique 4. Indicateurs participants



- ➔ Quelles sont les obligations en matière de suivi des participants ?
- ➔ A quoi s'expose-t-on en cas d'anomalies ?

### Quels sont les enjeux ?

En application des règlements communautaires en vigueur, les obligations en matière de suivi des participants des opérations cofinancées sont fortement renforcées sur la programmation 2014-2020. Ces obligations participent à la volonté de la Commission européenne de passer à une logique **d'avantage centrée sur les résultats** (Qu'est-ce que ça donne ? Quels citoyens sont concernés ? Combien ?) **que comptable** (Combien ça coûte ? Combien on consomme ?).

Dans cette optique, le programme opérationnel FSE projette d'atteindre un ensemble d'objectifs qualitatifs et quantitatifs ou « valeurs cibles » qui ont été fixés d'un commun accord avec la Commission européenne au début de cette programmation 2014-2020 : c'est la « condition de performance ». Pour inciter les Etats membres, la Commission européenne associe l'atteinte de ces objectifs à attribution d'un complément de financement de 6% aux programmes opérationnels (« réserve de performance »).

Dès lors, chaque opération cofinancée contribue, à son niveau, à atteindre les cibles définies pour le programme et se doit donc de répondre aux exigences de suivi des indicateurs (financiers, de réalisation et de résultats). C'est pourquoi le **suivi des indicateurs fait désormais partie intégrante de la vie du dossier, de la demande de subvention au contrôle de service fait**.

Dans les appels à projets lancés par le Département, les indicateurs ciblent pour une large part les participants, c'est-à-dire les personnes bénéficiant directement d'une intervention de la structure porteuse du projet, bénéficiaire quant à elle de la subvention FSE.

*Ces participants sont majoritairement des publics bénéficiaires des minima sociaux.*

### Quelles sont les obligations qui s'imposent ?

Lorsque votre structure bénéficie d'une subvention FSE, elle est **responsable** de la saisie des données qu'elle devra obligatoirement renseigner, au prévisionnel puis au réalisé et s'engage contractuellement (cf. *extrait de la convention FSE*) avec le Département à la fois sur la **qualité** et sur la **fiabilité** des données renseignées.

Parallèlement, l'opération cofinancée relevant du programme national FSE 2014-2020 porté par l'Etat « Emploi et l'Inclusion en métropole » (PON FSE), vous devrez utiliser l'application *Ma Démarche FSE*.

*Extrait de la convention FSE (art 13.) : « Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, le bénéficiaire a obligation de renseigner dans Ma Démarche FSE au fil de l'eau et pour chaque participant les informations suivantes :*

- **données d'identification du participant** (nom, prénom, date de naissance, sexe, coordonnées) ;
- les **données relatives à l'entrée du participant dans l'opération** (date d'entrée, situation sur le marché du travail à l'entrée, niveau d'éducation atteint, situation du ménage (membre en emploi, présence d'enfant(s) à charge, famille monoparentale) ;
- les **données relatives à la sortie immédiate du participant de l'opération** (date de sortie, situation sur le marché du travail à la sortie, résultats de l'opération (obtention d'une qualification... ) »

- Les données Participants sont donc à renseigner individu par individu, nominativement, à leur entrée et à leur sortie (immédiate) dans l'opération ou le dispositif cofinancé.
- S'il est fortement recommandé de saisir ces données au fil de l'eau, il importe de les avoir saisies au plus tard pour la remise du bilan de réalisation de l'opération.
- Ces données étant personnelles, il vous appartient d'informer les participants de leur droit d'accès et de rectification aux informations collectées les concernant (application de la loi « informatique et libertés »).

## Quelles sont les données Participants obligatoires ?

Les données obligatoires à fournir sont communes à tout participant d'une opération FSE en France puisqu'il s'agit de données demandées systématiquement par la Commission européenne à tous les Etats membres bénéficiant du FSE. Pour la France, les données sont recensées sur les questionnaires -à l'entrée, à la sortie- de recueil des données des participants dans une opération (couramment intitulé « questionnaire DGEFP »). Ce sont ces mêmes données qui sont reprises dans l'outil *Ma Démarche FSE*. A noter que deux modalités d'enregistrement des données sont possibles : soit la saisie directe de chaque fiche participant, soit l'importation de fichiers Excel (préconisée pour un volume plus important de participants).

En pratique, il vous appartient d'utiliser le questionnaire DGEFP ou encore tout autre document de votre choix, à partir du moment où vous serez en capacité de recueillir et collecter les informations personnelles du participant demandées dans ces questionnaires mais aussi de répondre aux attendus de qualité et de fiabilité des données recueillies. *C'est en ce sens que la signature du participant est vivement recommandée par le Département de la Dordogne.*

## Quels sont les risques encourus pour une opération cofinancée ?

Les risques encourus sont avant tout financiers puisqu'il est prévu réglementairement des corrections financières liées aux participants, qui recouvrent deux niveaux distincts au moins :

- Celui de la fourniture des données participants obligatoires, et de la qualité et de la fiabilité de celles-ci
- Celui de l'éligibilité des participants, et de sa justification.

## Concrètement, comment cela se traduit-il ?

**Cas 1 :** Si aucune donnée obligatoire relative au suivi des participants n'est renseignée dans *Ma Démarche FSE*, votre bilan n'est pas recevable, et cela vous conduit, de fait, à ne pas percevoir de FSE.

### Hypothèse 1 :

Participants suivis : 100	Participants renseignés : 0
Coût total éligible : 100 000 €	FSE demandé (taux d'intervention à 50,00 %) : 50 000 €      FSE dû : 0

**Cas 2 :** Si vous n'avez renseigné les données obligatoires sur *Ma Démarche FSE* que partiellement, une correction financière sera appliquée sur le coût total de votre opération (dépenses retenues après contrôle de service fait). Cette correction forfaitaire est calculée selon le barème fixé par le règlement délégué (UE) n° 480/2014, selon le niveau de renseignement des participants de l'opération. Ainsi, s'il est :

- Inférieur à 65% mais supérieur ou égal à 60%, un taux forfaitaire de 5% s'applique ;
- Inférieur à 60% mais supérieur ou égal à 50%, un taux forfaitaire de 10% s'applique ;
- Inférieur à 50%, un taux forfaitaire de 25% s'applique.

### Hypothèse 2 :

Participants suivis : 100	Participants renseignés : 70	Niveau de renseignement : 70%
Coût total éligible : 100 000 €	FSE demandé (taux d'intervention à 50,00 %) : 50 000 €	
Le taux forfaitaire de correction à appliquer est de 5 %		
D'où coût total retenu : 95 000 €      FSE dû : 47 500 €		

**Cas 3 :** S'il est constaté à l'examen de bilan final de votre opération que parmi les participants renseignés (échantillonnés le cas échéant), tout ou partie sont inéligibles, le taux d'erreur constaté sera extrapolé au coût total de l'opération. Le montant FSE sera réduit en conséquence.

Hypothèse 3 :

Participants suivis : 100	Participants renseignés : 100	Nombre de participants inéligibles : 20
Coût total éligible : 100 000 €	FSE demandé (taux d'intervention à 50,00 %) : 50 000 €	
Taux d'erreur à extrapoler : 20 %		
D'où coût total retenu : 80 000 €	FSE dû : 40 000 €	

Sur la base des exemples précités, il importe de comprendre que les cas 2 et 3 peuvent se cumuler dans la mesure où la vérification est double : dans un premier temps au niveau de la saisie des données personnelles des participants, dans un second temps, leur éligibilité.

Hypothèse 4 (cumul des hypothèses 2 et 3) :

Coût total éligible : 100 000 €	FSE demandé (taux d'intervention à 50,00 %) : 50 000 €
Coût total retenu après application du taux forfaitaire de correction de 5% (cf. hypothèse 2) : 95 000 €	
Application du taux d'erreur (hypothèse 3) de 20 % sur 95 000 € soit une correction financière de 19 000 €	
D'où coût total retenu : 76 000 €	FSE dû : 38 000 €

Chaque participant présenté au bilan d'une opération FSE peut faire l'objet d'une vérification, à la fois au niveau des données personnelles que vous avez recueillies et au niveau de son éligibilité au programme, à l'appel à projets, au dispositif cofinancé. Outre les données obligatoires à renseigner, il importe en effet de pouvoir être en mesure de fournir les justificatifs permettant de prouver de l'éligibilité du participant pouvant être selon le cas :

- son statut : par exemple bénéficiaire du RSA, demandeur d'emploi
- sa domiciliation géographique : par exemple lieu d'hébergement et/ou d'accompagnement situé dans le Département de la Dordogne
- autres caractéristiques le cas échéant, selon l'Appel à projets.

**In fine, il est vivement conseillé de ne pas faire figurer dans *Ma Démarche FSE* un participant pour lequel vous n'auriez pas les justificatifs, au risque de vous exposer à une correction forfaitaire.**

## Définitions pour les participants FSE :

- **Chômeur** : toute personne se déclarant **sans emploi** au moment de son entrée dans l'intervention soutenue par le FSE, **immédiatement disponible** pour travailler et en **recherche active d'emploi**, qu'elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs.
- **Inactif** : personne n'étant **ni en emploi, ni en recherche active d'emploi ou indisponible pour travailler immédiatement**, donc indisponible pour rechercher un emploi : jeunes n'ayant jamais travaillé, étudiants, stagiaires non rémunérés, personnes en incapacité de travailler, **personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi** (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant, difficultés de transports, problèmes de logement...), retraités, hommes et femmes au foyer, congé parental.



### Points de vigilance

- Pour tout participant inscrit dans l'opération cofinancée par le FSE, les données personnelles obligatoires sont à saisir dans *Ma Démarche FSE*.
- Tout participant pour lequel les justificatifs demandés ne pourront pas être produits sera considéré comme inéligible. Attention par conséquent aux documents que l'on s'engage à produire dans la demande de subvention.

### Textes de référence et outils à disposition

- **Annexe IV de la convention FSE**
- **Questionnaire DGEFP de recueil des données à l'entrée** des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)
- **Fiche technique n°1** - Eligibilité
- **Fiche générale I** - L'outil de gestion *Ma démarche FSE*

Mise à jour : mars 2018

Guide réalisé par

